



**Etablissements de Santé et Médico-sociaux  
CHU CLERMONT FERRAND**

**La collecte, l'acheminement et la livraison d'échantillons biologiques entre le Centre  
Hospitalier de Riom et le Centre de Biologie du CHU de Clermont-Ferrand**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Numéro de consultation : 24-GHTA-0136**

Article 1 -	Identification .....	3
Article 2 -	Objet de l'accord-cadre .....	3
Article 3 -	Allotissement .....	3
Article 4 -	Forme et étendue de l'accord-cadre .....	3
Article 5 -	Durée de l'accord-cadre.....	3
5.1	Durée initiale.....	3
5.2	Reconduction de l'accord-cadre.....	3
Article 6 -	Fractionnement des prestations.....	4
6.1	Tranche ferme .....	4
6.2	Tranche optionnelle .....	4
Article 7 -	Lieu d'exécution .....	4
Article 8 -	Documents contractuels .....	4
Article 9 -	Marchés de prestations similaires .....	4
Article 10 -	Modalités d'exécution des prestations.....	4
10.1	Représentation des parties.....	4
10.2	Conditions d'exécution .....	5
10.3	Obligation du titulaire.....	7
10.4	Responsabilité du titulaire .....	8
10.5	Considérations sociales.....	8

10.6	Considérations environnementales .....	8
10.7	Traitement de données à caractère personnel.....	8
10.8	Confidentialité et secret des affaires.....	8
10.9	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles .....	9
10.10	Clause de réexamen .....	9
10.11	Valorisation des ordres de service .....	9
10.12	Constatation de l'exécution des prestations.....	10
10.13	Garantie .....	10
10.14	Primes.....	10
10.15	Pénalités .....	10
Article 11 -	Régime financier.....	11
11.1	Forme et contenu des prix .....	11
11.2	Variation des prix .....	12
11.3	Avances.....	13
11.4	Modalités financières .....	13
11.5	Service fait présumé .....	16
11.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	16
11.7	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	16
Article 12 -	Dispositions diverses .....	17
12.1	Echanges dématérialisés .....	17
12.2	Sous-traitance .....	17
12.3	Propriété intellectuelle .....	18
12.4	Assurances .....	18
12.5	Autres obligations administratives .....	18
12.6	Résiliation .....	19
12.7	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	19
12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	19
12.9	Différends.....	23
12.10	Litiges et contentieux.....	23
Article 13 -	DEROGATIONS AU CCAG.....	24

-

## Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par : Etablissements de Santé et Médico-sociaux  
Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne  
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand  
58 Rue Montalembert

63003 CLERMONT-FERRAND

Il est représenté par sa Directrice Générale ou son représentant

## Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la collecte, l'acheminement et la livraison d'échantillons biologiques entre le Centre Hospitalier de Riom et le Centre de Biologie du CHU de Clermont-Ferrand.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 60161000-4 Services de transport de colis.

## Article 3 - Allotissement

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Prestation unique

## Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Les lots de l'accord-cadre sont mono-attributaires.

Le montant estimatif pour la première période de l'accord-cadre (24 mois) est de 200 000 € HT puis 100 000 € HT /an éventuels dans le cas de reconductions, soit un total de 400 000 € HT

Le montant maximal pour la première période de l'accord-cadre (24 mois) est de 300 000 € HT puis 200 000 € HT /an éventuels dans le cas de reconductions, soit un total de 700 000 € HT

Le montant des crédits alloués pour la première période de l'accord-cadre (24 mois) est de 333 333 € HT puis 166 666 € HT /an éventuels dans le cas de reconductions, soit un total de 666 666 € HT

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 5 - Durée de l'accord-cadre

### 5.1 *Durée initiale*

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

La durée initiale de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une première période de 24 mois

La date prévisionnelle de début de marché est le 01 juillet 2025

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

### 5.2 *Reconduction de l'accord-cadre*

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

CCAP Transport d'échantillons biologiques entre le Ch de Riom et le Centre de Biologie du CHU 24-GHTA-0136 3/24

Le nombre de reconduction est de 2.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## Article 6 - Fractionnement des prestations

Le fractionnement des prestations en tranches ne s'applique pas dans le présent accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

### 6.1 *Tranche ferme*

Sans objet.

### 6.2 *Tranche optionnelle*

Sans objet.

## Article 7 - Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## Article 8 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

L'acte d'engagement (ATTR1) et ses éventuelles annexes

Le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe laïcité ;

Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;

L'offre financière (BPU) et technique du titulaire ; (Cadre du mémoire technique)

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

## Article 9 - Marchés de prestations similaires

Sans objet.

## Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

### 10.1 *Représentation des parties*

#### 10.1.1 Représentation de l'acheteur

Pour l'établissement concerné, l'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### 10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## **10.2 Conditions d'exécution**

### **10.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants, et devra adresser à l'acheteur le profil de l'intervenant par mail.

L'acheteur devra valider la proposition du titulaire dans un délai d'une semaine sous les mêmes conditions attendues que la prestation.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **10.2.2 Emission et exécution des bons de commande**

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est : la date fixée dans la demande de transport valant bon de commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, ...)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées (type de produit transporté et température attendue)
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de début d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations (point de collecte et point de livraison avec les coordonnées des contacts)

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au CCAG de référence, les notifier à l'acheteur sans délai à compter de la réception de la demande écrite, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de

prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### 10.2.3 Pilotage

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence mensuelle, un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend : la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant, la liste des bons de transport, le nombre d'avoir émis ; nombre de factures rejetées ...).

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire est tenu de transmettre ces données dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'acheteur.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 200 euros par manquement constaté.

### 10.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

### 10.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les tâches essentielles ne sont pas exécutées par un cotraitant prédéfini.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur n'exige pas que des tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

## 10.3 *Obligation du titulaire*

### 10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de 6 mois après la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après : technique (équipements et véhicules) organisationnel et développement durable. Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès les objectifs ; les indicateurs de mesure ; les actions à la charge du titulaire ; les actions à la charge de l'acheteur ; les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ; le calendrier prévisionnel de chacune des actions ; les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

#### 10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### 10.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité définies au sein du CCTP qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations

### 10.4 *Responsabilité du titulaire*

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### 10.5 *Considérations sociales*

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### 10.6 *Considérations environnementales*

- Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales.

Dispositifs proposés pour réduire l'impact carbone pour la prestation (types de véhicules, énergies...)

### 10.7 *Traitement de données à caractère personnel*

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 1000 € par infraction constatée par l'acheteur.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

### 10.8 *Confidentialité et secret des affaires*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère



confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

- L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.
- La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.
- 
- Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.
- 
- L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.
- L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.
- Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## 10.9 *Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles*

- Sans objet

## 10.10 *Clause de réexamen*

- En application de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes pourront être apportées au présent marché :
  - Révisions de prix
  - Changement de titulaire du marché : changement d'identité, fusion, cession de gamme ou rachat.
- Dans ce cas, le titulaire initial s'engage à prévenir le coordonnateur du groupement de territoire des lots concernés et des coordonnées du repreneur au moins un mois avant la date de changement de titulaire.
- Prolongation de la durée du marché, qui ne pourra pas excéder une période maximum de quatre ans.
- ajout de trajets supplémentaires manquants ou nouveaux ainsi que la modification des lieux et horaires des trajets , respectant la définition technique du besoin tel qu'il est exprimé dans l'intitulé de l'accord-cadre , mais n'occasionnant pas une modification de l'économie du marché.
- 
- L'objet du marché ne sera en aucun cas modifié.
- 
- Le cas échéant, l'ensemble des nouvelles prestations seront clairement définies dans un document validé par le titulaire du marché et l'établissement support du GHT.

## 10.11 *Valorisation des ordres de service*

- Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les

montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

## 10.12 *Constatation de l'exécution des prestations*

### 10.12.1 Contrôle

- Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de contrôle s'effectuent conformément aux dispositions du CCTP (ARTICLE 8- Suivi de la bonne exécution du transport)
- 

### 10.12.2 Opérations de vérification

- Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de vérification se déroulent conformément aux dispositions du CCTP. ARTICLE 8- Suivi de la bonne exécution du transport)

### 10.12.3 Constatation de l'exécution des prestations

- Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## 10.13 *Garantie*

- Sans objet
- 

## 10.14 *Primes*

- Sans objet.

## 10.15 *Pénalités*

- Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.
- Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.
- Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.
- Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.
- L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### 10.15.1 Pénalités de retard

- Principe du contradictoire par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.
- Pénalités de retard :
- Lorsque les horaires contractuels d'exécution ne sont pas respectés par le fait du titulaire, à savoir les horaires précisés au CCTP celui-ci encourt une pénalité d'un montant forfaitaire égal à 500 € HT par horaire non respecté par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.
- Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.
- Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.
- Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

### 10.15.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

- 
- **Pénalités en cas de refus à une demande de prestation :**
- **En cas de non réalisation d'un trajet prévu au CCTP par le fait du titulaire, ce dernier se verra appliquer une pénalité de 500 €.**
- **Les pénalités seront appliquées au cas par cas selon les motifs et justificatifs fournis par le titulaire à l'appréciation de l'établissement concerné.**
- 
- **Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.**
- 
- **Pénalités en cas de difficultés de communication**
- **En cas de difficultés à joindre le titulaire du marché durant l'exécution du transport, celui-ci se verra appliquer une pénalité de 30 € HT par prestation.**
- 
- **Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.**
- 
- **Pénalités en cas d'altération des produits sensibles transportés :**
- **Toute altération des produits sensibles durant le transport par le fait du titulaire donnera lieu à l'application d'une pénalité équivalente au prix du trajet hors taxes.**
- **Cette pénalité vient en supplément de l'indemnisation totale des produits par le titulaire (prise en charge ou non par l'assurance).**
- 
- **Pénalités en cas de perte des produits sensibles transportés :**
- **Toute perte des produits sensibles transportés par le titulaire donnera lieu à l'application d'une pénalité équivalente au prix du trajet hors taxes.**
- **Cette pénalité vient en supplément de l'indemnisation totale des produits par le titulaire (prise en charge ou non par l'assurance).**

### 10.15.3 Pénalités liées aux considérations environnementales

- **Sans objet.**

### 10.15.4 Pénalités liées à la mise en place de la carte achat

- **Sans objet**

### 10.15.5 Pénalités relatives aux achats de prestations intellectuelles

- **Sans objet**
- 

## Article 11 - Régime financier

### 11.1 *Forme et contenu des prix*

- **Les prestations sont réglées par des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.**
- 
- **Les prestations sont réglées par des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées**
- **Les prix sont réputés inclure :**
  - tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
  - l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux

d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

## 11.2 Variation des prix

- Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.
- 
- Le prix de règlement est le prix de l'offre pour une première période d'au moins 12 mois.
- 
- Passé cette première période, le prix de règlement est révisable en hausse ou en baisse dans les conditions suivantes :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables à la date anniversaire du début d'exécution de l'accord cadre en application de la formule suivante :

$PR = P0 \times Im/I0$  dans laquelle :

Pr : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché

Im : Valeur de l'indice du mois de révision de prix ,

I0 : Valeur de l'indice du mois de remise des offres

Indice de la formule de révision : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement – Identifiant 01076651

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

- 
- Le Titulaire doit adresser à l'acheteur par tout moyen permettant d'en accuser réception sa nouvelle proposition de prix accompagnée de tous les justificatifs au plus tard un mois avant la fin de la période contractuelle en cours.
- 
- 
- Dans tous les cas, il ne pourra intervenir au plus qu'un seul changement de prix par an.
- Ce changement aura lieu à la date anniversaire de la notification du marché.
- 
- En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du L'acheteur, sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des prestations.
- 
- Clause de sauvegarde : Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur par tout moyen permettant d'en accuser réception dûment accompagné des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel du produit concerné et de la décomposition exacte du prix de revient.
- Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans un accord express de l'acheteur. En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du L'acheteur, sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des marchés.

- 
- **Surcharge carburant**
- **Si le candidat souhaite appliquer la surcharge de carburant en cours d'exécution du marché, il devra au jour de son offre indiquer le prix au litre du carburant.**

### 11.3 *Avances*

- **Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.**
- **Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.**
- **Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.**
- **Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.**
- **Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.**
- **Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.**

### 11.4 *Modalités financières*

#### 11.4.1 Répartition des paiements

- **La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.**
- **La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.**
- **Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.**

#### 11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

- **La périodicité des acomptes est fixée à trois mois au maximum.**
- **La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.**
- **La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.**
- **Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.**
- **Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.**
- 
- **Les comptables assignataires compétents sont :**
- **Monsieur le Trésorier 67 boulevard François Mitterrand**
- **63000 Clermont-Ferrand**

#### 11.4.3 Intérêts moratoires

- **Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.**

- Le délai de paiement est fixé à 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.
- Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.
- 
- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.
- 
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 11.4.4 Modalités de facturation

- Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.
- Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.
- Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.
- L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.
- La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.
- 
- Les prestations de chaque lot sont facturées au Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand par le prestataire via la facturation électronique

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

Centre Hospitalier Universitaire :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26630746100019
- Code service : EL

- Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :
- 
- 1) Mode portail :
- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
  - déposer ses factures sur le portail ;
  - saisir directement ses factures ;
- 
- 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)
- Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un

portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

-

- **3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

- Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

-

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

-

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

- Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

- <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

-

- Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;

- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

-

- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

-

#### 11.4.5 Paiement par carte d'achat

- Sans objet.

#### 11.5 Service fait présumé

- Sans objet.

-

#### 11.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

- Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :
  - produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
  - produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 7 jours à compter de cette demande ;
  - alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

-

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

-

L'Acheteur :

- • veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- • est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

-

Le Titulaire :

- • s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- • s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

#### 11.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

- Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

-

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

-

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

-

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

-

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

-

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par



conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.
- L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.
- En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.
- La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.
- L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.
- Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :
  - Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
  - Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 12 - Dispositions diverses

### 12.1 Echanges dématérialisés

- L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.
- Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :
  - Pour le titulaire : via l'adresse électronique communiquée dans l'annexe au règlement de consultation « coordonnées du candidat »
  - Pour l'établissement l'acheteur (CHU de Clermont-Ferrand) : via les adresses électroniques suivantes :

Mme Baujard - Responsable cellule comptable et financière du Pôle Logistique Intégrée : [fbaujard@chu-clermontferrand.fr](mailto:fbaujard@chu-clermontferrand.fr)

Mme Médard – Responsable qualité de la Direction du Laboratoire : [sfoucaud@chu-clermontferrand.fr](mailto:sfoucaud@chu-clermontferrand.fr)

### 12.2 Sous-traitance

- L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- La sous-traitance totale des prestations est interdite.
- Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).
- 
- Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.
- 
- L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.
- En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

### 12.3 *Propriété intellectuelle*

- Sans objet

### 12.4 *Assurances*

- Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.
- Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.
- Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.
- Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.
- Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.
- Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### 12.5 *Autres obligations administratives*

- Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :
  - aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
  - à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
  - à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
  - à son adresse ou à son siège social ;
  - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- 
- De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.
- 
- En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

- Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.
- Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :
  - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
  - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## 12.6 *Résiliation*

- L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.
- L'accord-cadre peut-être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).
- Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché (notamment obligation de formation des conducteurs prévue à l'article VIII du CCTP).
- Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

## 12.7 *Exécution aux frais et risques du titulaire*

- Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## 12.8 *Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence*

- La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.
- L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles

à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

- 
- **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**
- Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.
- 
- La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.
- 
- Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.
- 
- En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.
- 
- Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].
- 
- La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.
- 
- **Suspension à l'initiative de l'acheteur**
- Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.
- 
- Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.
- 
- En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.
- 
- L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.
- 
- Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.
-

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

- Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :
  - les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
  - les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
  - la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

- L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

- La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.
- En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

#### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

- Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre [OU LE CAS ECHEANT LE LOT CONCERNE] sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.
- Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

#### **Indemnisation**

- Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande
- Pour évènement perturbateur
- L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.
- Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :
  - de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;

- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.
- 
- Pour autre évènement
- L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.
- 
- Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :
  - de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
  - de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.
- 
- Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat
- Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique
- 
- Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.
- 
- Un pourcentage de 20 %, du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.
- 
- [La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.]
- 
- Demandes indemnitaires
- Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence [article 55.1 du CCAG travaux ; article 46.2 CCAG FCS, 43.2 CCAG PI et 55.2 CCAG TIC] et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].
- 
- Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.
- 
- Modalités de communications en cas de crise sanitaire
- En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).
- Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

### 12.9 *Différends*

- L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.
- 
- En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### 12.10 *Litiges et contentieux*

- Le présent marché public est régi par le droit français.
- Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand

-

## Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

- Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

- Article du présent CCAP	- Article du CCAG auquel il est fait dérogation
- 8	- 4.1.
- 10.2.2	- 3.7.2
- 10.11	- 23.1
- 10.12.1	- 27
- 10.12.2	- 27
- 10.15.1	- 14.1.1
- 10.15.1	- 14.1.1
- 10.15.1	- 14.1.2
- 10.15.1	- 14.1.3
- 10.13	- 33
- 12.6	- 42

-

-